


NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE

E/CN.14/212  
31 janvier 1963

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE  
Cinquième session  
Léopoldville, février-mars 1963  
Point 11 de l'ordre du jour provisoire

ACTIVITES D'ASSISTANCE TECHNIQUE DU FONDS MONETAIRE  
INTERNATIONAL EN AFRIQUE

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



STAMP  
RECEIVED  
ECON. & SOC. COUNCIL  
21 JANUARY 1963  
UNITED NATIONS  
STAMPA : JANUARY 1963

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE  
REUNION GENERALE  
REUNION GENERALE, 21 JANUARY 1963  
Point II de l'ordre du jour provisoire

ACTIVITES RESEARCHES TECHNIQUES DU SECTEUR COMMERCIAL  
INFORMATION IN AFRICA



## ACTIVITES D'ASSISTANCE TECHNIQUE DU FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL EN AFRIQUE

Document préparé par le Département Afrique du  
Fonds Monétaire International

Les activités du Fonds monétaire international ont pris plus d'ampleur ces dernières années depuis que des pays africains qui ont récemment accédé à l'indépendance sont devenus membres du Fonds. A la fin de 1961, neuf pays africains étaient membres du Fonds : l'Ethiopie, le Ghana, la Libye, le Maroc, la Nigéria, la République Sud-Africaine, le Soudan, la Tunisie et la République Arabe Unie. Depuis lors, le Fonds compte six nouveaux membres : le Libéria, le Sénégal, le Sierra Leone, la Somalie, le Tanganyika et le Togo. En outre, le Conseil des gouverneurs du Fonds a approuvé à sa dernière réunion annuelle tenue en septembre 1962 à Washington, les termes et conditions d'admission de dix nouveaux pays : le Cameroun, le Tchad, la République centrafricaine, le Congo (Brazzaville), le Dahomey, le Gabon, la Guinée, la Côte-d'Ivoire, le Niger et la Haute-Volta, et on s'attend que ces pays deviendront membres du Fonds dans un proche avenir.

D'autres pays africains ont posé leur candidature et leurs demandes sont actuellement à l'étude, ce sont l'Algérie, le Burundi, le Congo (Léopoldville), la République malgache, le Mali, la Mauritanie, le Rwanda et l'Ouganda.

Un aspect important des activités d'assistance technique du Fonds est lié aux consultations qu'il organise à intervalles réguliers avec ses pays membres. Ces consultations sont obligatoires pour les pays membres qui appliquent le contrôle des changes au sens de l'article XIV de la constitution du Fonds. Comme les autres (extra-africains) pays membres du Fonds dont les monnaies sont intégralement convertibles, ont accepté de plein gré le principe de consultations avec le Fonds (périodiquement), le Fonds a généralement des consultations annuelles avec chacun de ses membres. Ces consultations se caractérisent par des échanges de vues larges et directes sur l'évolution économique et financière entre le personnel du Fonds et les fonctionnaires responsables du pays membre; les pays membres en ont souvent

profité pour demander au personnel du Fonds des conseils techniques sur des problèmes particuliers de finance et de change. Par ces contacts périodiques le Fonds renforce ses relations avec ses pays membres et joue plus efficacement son rôle de centre de coopération monétaire.

Des consultations ont eu lieu avec le Soudan à la fin de 1961, avec l'Ethiopie, le Ghana, la Libye, le Maroc, la République Sud-Africaine, la Tunisie et la République Arabe Unie au premier semestre de 1962. Vers la fin de l'année, des consultations analogues ont eu lieu, pour la première fois, avec la Nigéria. Pour le premier semestre de 1963, les plans actuels prévoient des missions de consultations au Ghana, au Soudan et en Tunisie.

Les consultations avec la République Arabe Unie en 1962 ont abouti à un accord sur des crédits de réserve (stand-by-credit) octroyés par le Fonds. Un programme comportant la réforme et la simplification du régime des changes de la RAU et des politiques monétaires et fiscales visant à rétablir et maintenir la stabilité monétaire a été élaboré par les autorités de la RAU en coopération avec des fonctionnaires du Fonds. Sur la base de ce programme et pour en faciliter l'exécution, l'arrangement en question a ouvert à la République Arabe Unie sur les ressources du Fonds, un crédit de la contre-valeur de \$ 42,5 millions, pour un an à compter de mai 1962.

D'autres pays africains ont, à un moment ou un autre, fait appel aux ressources financières du Fonds ou bénéficié d'arrangements prévoyant des crédits de réserve; sont notamment dans ce cas, l'Ethiopie, le Ghana, le Maroc, la République Sud-Africaine et le Soudan. En août 1962, le Ghana a tiré 14,24 millions de dollars cependant que la République Sud-Africaine et le Soudan procédaient à des rachats, la première pour un total de 37,49 millions de dollars et le deuxième pour 2,92 millions. L'arrangement de la République Sud-Africaine avec le Fonds sur des crédits de réserve est venu à expiration en juillet 1962.

Une mission spéciale du Fonds s'est rendue en Somalie en février 1962, principalement pour des questions relatives à la participation de ce pays au Fonds; à cette occasion la situation économique et financière du pays a été passée en revue. En novembre 1962, une autre mission spéciale du Fonds



s'est rendue au Libéria, à la demande du Gouvernement de ce pays, pour y examiner la situation économique et étudier avec le Gouvernement diverses questions des domaines monétaire et bancaire. Ces missions sont conformes à la pratique du Fonds qui fournit, sur demande des pays membres, une assistance technique et des conseils à propos de problèmes et de tâches spécifiques dans les domaines des finances et des changes.

Dans la République du Congo (Léopoldville), le Fonds fournit une assistance technique depuis l'accession du pays à l'indépendance. Cette action d'assistance technique qui a débuté à la demande du Gouvernement du Congo se fait en étroite coopération avec les Nations Unies. Trois missions du Fonds se sont rendues au Congo en 1962. A ces occasions et à d'autres aussi le personnel du Fonds a été consulté et a donné des conseils au sujet de la formulation de politiques monétaires et de change appropriées ainsi qu'au sujet des mesures à prendre pour renforcer l'administration financière du pays. En outre, le personnel du Fonds a été invité à préparer un plan d'ensemble pour l'unification monétaire du Congo dans l'esprit du plan U Thant de réconciliation nationale.

Depuis quelques années, le Fonds poursuit à son siège l'exécution d'un programme de formation qui s'adresse à un groupe de personnes spécialement choisies dont on espère qu'elles retourneront dans leur pays pour s'y acquitter avec une compétence accrue de leurs tâches dans les domaines économique et financier. Ce programme vise à mettre les participants au courant des diverses politiques économiques et financières possibles et des rapports de ces politiques avec le développement économique; à les initier aux nouvelles techniques d'analyse monétaire. L'établissement et l'analyse d'une balance des paiements, la comptabilité nationale et les statistiques financières font partie du programme enseigné. Le nombre de personnes d'un pays quelconque admises à bénéficier du programme est limité chaque année car tous les pays membres ont le droit de se faire représenter à ce programme de formation. Le Programme de formation du Fonds en 1962 a été suivi par des participants du Ghana, de la Libye, de la Nigéria, du Soudan, de la Somalie et de la République Arabe Unie.

- - - - -

est tenue en l'honneur de la demande d'investissement de ce pays pour  
examiner la situation économique et sociale et le développement des  
différents secteurs économiques et sociaux. Les conclusions de ces études  
à la pratique du développement, les besoins des pays membres, les  
techniques et les conseils à propos de l'économie et de l'agriculture  
dans les domaines des finances et des transports.

La République du Congo (Libérialisée) La Fonda Fonda une action  
technique depuis l'association au cas d'investissement. Cette action  
d'assistance technique qui a débuté à la demande du gouvernement du Congo  
se fait en étroite coopération avec les Nations Unies. Tous les aspects du  
Fonda se sont tenus au Congo en 1963. A ces occasions et à d'autres aussi  
le personnel du Fonda a été consulté et a donné des conseils au sujet de la  
formulation de politiques économiques et de changements appropriés ainsi qu'un  
sujet des besoins à prendre pour renforcer l'administration économique du  
pays. En outre, le personnel du Fonda a été invité à préparer un plan d'ac-  
tion pour l'administration économique du Congo dans l'esprit du plan U Thant  
de coopération régionale.

Les études et les analyses, la Fonda poursuit à son siège l'exécution d'un  
programme de formation qui vise à la mise en œuvre de personnes spécialisées  
choisies pour un emploi en liaison avec les besoins du pays. Les personnes  
sont envoyées pour une formation technique dans les domaines économiques  
et techniques. Ce programme vise à mettre les participants au courant des di-  
verses politiques économiques et financières possibles et des techniques de  
conception et d'analyse économique. L'attachement et l'analyse d'une langue  
des relations, la coopération régionale et les statistiques économiques sont  
partie du programme enseigné. Le nombre de personnes dans ce programme  
admis à bénéficier du programme est limité chaque année. Les pays  
membres ont le droit de se faire représenter à ce programme de formation. Le  
programme de formation du Fonda en 1963 a été suivi par des participants du  
Ghana, de la Libye, de la Malaisie, du Nigeria, de la République arabe  
Soudanaise et du Yémen.